

Art. 4. § 1^{er}. L'article 3, 7^o, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 17 août 1983, est remplacé par la disposition suivante :

- « 7^o être ou avoir été titulaire d'une fonction à plein temps :
- de directeur d'un établissement communautaire ou subventionné d'enseignement secondaire à temps plein ayant au moins un troisième degré;
 - de directeur ou professeur d'un établissement d'enseignement communautaire ou subventionné d'enseignement supérieur non universitaire à temps plein;
 - d'inspecteur, inspecteur principal ou inspecteur général du service d'inspection de la Communauté flamande;
 - du personnel enseignant et scientifique des rangs B ou C ou des rangs des institutions universitaires organisées ou subventionnées par la Communauté flamande reconnus équivalents par le décret du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande. »

§ 2. A l'article 3, 8^o, du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 17 août 1983, les mots « compter douze ans de services au moins » sont remplacés par « avoir acquis douze ans de service au moins »; l'article 3, 8^o, b, est remplacé par la disposition suivante : « dans les services d'inspection mentionnés au 7^o ».

Art. 5. A l'article 4 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 17 août 1983, les mots « qu'après qu'aura été engagée la procédure prévue par le statut des agents de l'Etat » sont remplacés par « qu'après qu'aura été engagée la procédure, conformément au statut et aux dispositions réglementaires applicables au personnel du Ministère de la Communauté flamande » et les mots « Ministre de l'Education » sont remplacés par « Ministre communautaire compétent pour l'Enseignement ».

Art. 6. § 1^{er}. A l'article 5 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 17 août 1983, les mots « le Ministre » sont remplacés par « l'Exécutif flamand, sur la proposition du Ministre communautaire compétent pour l'enseignement » et le troisième alinéa est rédigé comme suit : « La nomination se fera par l'Exécutif flamand, sur la proposition du Ministre communautaire compétent pour l'enseignement. »

§ 2. A l'article 5 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 17 août 1983, il est ajouté un quatrième alinéa, rédigé comme suit :

« Les membres du personnel nommés au Département de l'Enseignement sur la base du présent arrêté doivent avoir acquis une ancienneté de grade d'au moins douze années au rang 15 et/ou au rang 16 ou dans les deux fonctions, avant de pouvoir postuler pour un emploi extérieur au Département de l'Enseignement. »

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre communautaire et le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,
D. COENS

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 92 — 461

[S-C — 33000]

16. DEZEMBER 1991. — Dekret über das Schatzamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Das zentrale Ausgabenkonto der Deutschsprachigen Gemeinschaft kann einen negativen Saldo aufweisen.

Art. 2. Die zuständigen Beamten können dem mit der Ausführung von Zahlungsanweisungen beauftragten Finanzinstitut Zahlungsanweisungen zu Lasten der Konten der Deutschsprachigen Gemeinschaft erteilen mittels der in Abstimmung mit dem Finanzinstitut festgelegten Legitimationsmodalitäten.

Art. 3. Die Exekutive kann Einnahmen der Deutschsprachigen Gemeinschaft anlegen und zu diesem Zweck Termineinlagekonten bei den von ihr bestimmten Finanzinstituten eröffnen.

Art. 4. Die Exekutive kann Sichtkonten für Termingeschäfte eröffnen, die für die Dauer der Einlagen einen negativen Saldo aufweisen können.

Art. 5. Die Zinsen auf die Guthaben der Konten der Deutschsprachigen Gemeinschaft werden vom Finanzinstitut, das die Konten verwaltet, am Fälligkeitsdatum auf ein dafür angewiesenes Konto übertragen. Sie werden im Einnahmenhaushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft als Einnahmen aufgeführt.

Die Konten « Anleihen » können am Fälligkeitstag von Amts wegen durch das mit dem Geldverkehr der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragten Finanzinstitut für die Rückzahlung des geliehenen Kapitals belastet werden. Zu diesem Zweck wird ein Schatzamtkonto eröffnet. Sowohl die Konten « Anleihen » als auch das Schatzamtkonto können einen negativen Saldo aufweisen.

Die geschuldeten Zinsen werden einem dazu bestimmten Konto angerechnet.

Art. 6. Für die Aufnahme von Anleihen können besondere Konten eröffnet werden.

Art. 7. Die Debetzinsen, die dem mit dem Geldverkehr der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragten Finanzinstitut geschuldet werden, werden einem besonderen Konto angerechnet. Zur Tilgung des negativen Saldos wird ein Schatzamtkonto eröffnet. Sowohl das Konto beim vorerwähnten Finanzinstitut als auch das Schatzamtkonto können einen negativen Saldo aufweisen.

Art. 8. Die durch die Exekutive bestimmten Buchhalter können Zahlungen zu Lasten ihrer Konten mittels aller banküblichen Zahlungsformen verrichten.

Die Bücher und Register, die gemäß den Vorschriften über die Staatsbuchhaltung von den Buchhaltern geführt werden müssen, können automatisiert werden.

Art. 9. Die Tilgung von Kapital und Zinsen der durch die Deutschsprachige Gemeinschaft aufgenommenen Anleihen werden als feste Ausgaben betrachtet.

Art. 10. Der Saldo vom 31. Dezember 1991 der Postscheckkonten der gewöhnlichen und außergewöhnlichen Buchhalter kann ab dem 1. Januar 1992 nach Maßgabe der Notwendigkeit auf die Konten übertragen werden, die dazu bei dem von der Exekutive bestimmten Finanzinstitut eröffnet wurden.

Art. 11. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1992 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 16. Dezember 1991.

Der Vorsitzende der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

J. MARAITE

Der Gemeinschaftsminister für Unterricht und Ausbildung, Kultur, Jugend und wissenschaftliche Forschung,

B. GENTGES

Der Gemeinschaftsminister für Medien, Erwachsenenbildung,
Behindertenpolitik, Sozialhilfe und Berufsumschulung,

K.-H. LAMBERTZ

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 92 — 461

[S.C — 33000]

16 DECEMBRE 1991. — Décret relatif à la trésorerie de la Communauté germanophone

Le Conseil de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le compte central des dépenses de la Communauté germanophone peut présenter un solde négatif.

Art. 2. Les ordres de paiement à charge des comptes de la Communauté germanophone peuvent être donnés, par les fonctionnaires compétents à l'organisme financier, chargé de l'exécution des ordres de paiement au moyen des techniques de légitimation, fixées en accord avec cet organisme financier.

Art. 3. L'Exécutif est autorisé à placer les recettes de la Communauté germanophone et à ouvrir à cette fin des comptes de placement à terme auprès des instituts financiers désignés par l'Exécutif.

Art. 4. L'Exécutif est autorisé à ouvrir des comptes à vue pour opérations à terme, qui peuvent présenter pour la durée des placements un solde négatif.

Art. 5. Les intérêts sur les crédits des comptes de la Communauté germanophone sont virés par l'organisme financier géant les comptes, à l'échéance, sur un compte à indiquer à cette fin. Ils sont portés comme recettes au budget des voies et des moyens de la Communauté germanophone.

A l'échéance, les comptes « emprunts » peuvent être débités d'office par l'organisme financier chargé de la circulation monétaire de la Communauté germanophone pour le remboursement du capital emprunté. A cette fin, un compte de trésorerie est ouvert. Aussi bien les comptes « emprunts » que le compte de trésorerie peuvent présenter un solde négatif.

Les intérêts dus sont imputés à un compte indiqué à cette fin.

Art. 6. Des comptes distincts peuvent être ouverts pour contracter des emprunts.

Art. 7. Les intérêts débiteurs dus à l'organisme financier chargé de la circulation monétaire de la Communauté germanophone peuvent être imputés sur un compte distinct; un compte de trésorerie est ouvert pour apurer le solde négatif. Le compte ouvert auprès de l'organisme financier et le compte de trésorerie peuvent présenter un solde négatif.

Art. 8. Les comptables désignés par l'Exécutif peuvent effectuer des paiements à charge de leurs comptes en utilisant les modes de paiement bancaire usuels.

Les livres et les registres tenus par les comptables en vertu de la loi sur la comptabilité de l'Etat, peuvent être automatisés.

Art. 9. Les amortissements de capital et de l'intérêt des emprunts contractés par la Communauté germanophone sont considérés comme des dépenses fixes.

Art. 10. Le solde au 31 décembre 1991 des comptes postaux des comptables ordinaires et extraordinaires peut être viré selon les nécessités dès le 1er janvier 1992 aux comptes ouverts à cette fin auprès de l'organisme financier désigné par l'Exécutif.

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1992.
Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Eupen, le 16 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif de la Communauté germanophone,
J. MARAITE

Le Ministre communautaire de l'Enseignement et de la Formation,
de la Culture, de la Jeunesse et de la Recherche scientifique,
B. GENTGES

Le Ministre communautaire des Médias, de la Formation des Adultes,
de la Politique des Handicapés, de l'Aide sociale et de la Reconversion professionnelle,
K.-H. LAMBERTZ

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 92 — 461

[S-C — 33000]

16 DECEMBER 1991. — Decreet betreffende de thesaurie van de Duitstalige Gemeenschap

De Raad van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. De centrale uitgavenrekening van de Duitstalige Gemeenschap mag een negatief saldo vertonen.

Art. 2. De betalingsopdrachten ten laste van de rekeningen van de Duitstalige Gemeenschap kunnen door de bevoegde ambtenaren aan de financiële instelling belast met de uitvoering van de betalingsopdrachten worden gegeven door middel van in overleg met de financiële instelling vastgelegde legimatietechnieken.

Art. 3. De Executieve wordt ertoe gemachtigd de ontvangsten van de Duitstalige Gemeenschap de beleggen en daartoe beleggingsrekeningen op termijn bij de door de Executieve aangewezen financiële instellingen te openen.

Art. 4. De Executieve wordt ertoe gemachtigd zichtrekeningen voor termijnverrichtingen te openen, die voor de duur van de beleggingen een negatief saldo mogen vertonen.

Art. 5. De intresten op de tegoeden van de rekeningen van de Duitstalige Gemeenschap worden door de financiële instelling die de rekeningen bijhoudt, op de vervaldag gestort op een daartoe aan te wijzen rekening. Ze worden als ontvangsten geboekt op de middelenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap.

De rekeningen « leningen » mogen op vervaldag ambtshalve gedebiteerd worden door de financiële instelling belast met het geldverkeer van de Duitstalige Gemeenschap voor de terugbetaling van het geleende kapitaal. Hiertoe wordt een thesaurierekening geopend. De rekeningen « leningen » en de thesaurierekening mogen een negatief saldo vertonen.

De verschuldigde intresten worden aangerekend op een daartoe aangewezen rekening.

Art. 6. Voor het aangaan van leningen mogen afzonderlijke rekeningen worden geopend.

Art. 7. De debetintresten verschuldigd aan de financiële instelling belast met het geldverkeer van de Duitstalige Gemeenschap worden geboekt op een afzonderlijke rekening. Voor de aanzuivering van het negatieve saldo wordt een thesaurierekening geopend. Zowel de rekening bij deze financiële instelling als de thesaurierekening mogen een negatief saldo vertonen.

Art. 8. De rekenplichtigen aangewezen door de Executieve kunnen ten laste van hun rekeningen betalingen verrichten door middel van alle bij de banken gebruikelijke betalingswijzen.

De boeken en registers die krachtens de reglementering op de Rijkscomptabiliteit door de rekenplichtigen moeten worden gehouden, kunnen worden geautomatiseerd.

Art. 9. De aflossingen van kapitaal en intrest van leningen aangegaan door de Duitstalige Gemeenschap worden als vaste uitgaven beschouwd.

Art. 10. Het saldo per 31 december 1991 op de postrekeningen van de gewone en van de buitengewone rekenplichtigen mag vanaf 1 januari 1992 volgens de noodwendigheden overgeschreven worden op de rekeningen daartoe geopend bij de financiële instelling aangewezen door de Executieve.

Art. 11. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1992.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.
Eupen, 16 december 1991.

De Voorzitter van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,
J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,
B. GENTGES

De Gemeenschapsminister van Media, Volwassenenvorming,
Gehandicaptenbeleid, Sociale Hulp en Beroepsomscholing,
K.-H. LAMBERTZ